131.1 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Ouganda) (Algérie) (Bangladesh) (Égypte) (Ghana) (Soudan) (Guatemala) (Philippines);

131.2 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (République arabe syrienne);

131.3 Envisager de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Sri Lanka) (Burkina Faso);

131.4 Envisager de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Chili);

131.5 Ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Monténégro) (Bosnie-Herzégovine) (Ukraine) (Belgique) (France) (Philippines);

131.6 Ratifier sans attendre le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Portugal);

131.7 Accélérer le processus de ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Angola);

131.8 Ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (République arabe syrienne);

131.9 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Ghana) (Panama) ;

131.10 Ratifier le troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Monténégro);

131.11 Envisager de signer et de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Andorre);

131.12 Envisager de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Bulgarie);

131.13 Ratifier dès que possible le troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Allemagne);

131.14 Afin de renforcer le respect des droits de l'enfant, ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Liechtenstein);

131.15 Ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (Allemagne) (Ghana) (Estonie) (Belgique) (France) (Guatemala) (Philippines);

131.16 Envisager de signer et de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (Andorre) (Italie);

131.17 Assurer une application effective des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (Estonie);

131.18 Ratifier la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (Arménie);

131.19 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (Belgique);

131.20 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (France);

131.21 Envisager de retirer les réserves aux articles 26, 37 c) et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant (Albanie);

131.22 Retirer les réserves à plusieurs articles de la Convention relative aux droits de l'enfant (Sierra Leone);

131.23 Retirer les réserves aux articles 26, 37 c) et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant et ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Espagne);

131.24 Respecter pleinement la courtoisie diplomatique et se conformer aux dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires (Turquie);

131.25 Étendre la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées aux îles d'Aruba, de Curaçao et de Saint-Martin (Grèce);

131.26 Étendre l'adhésion à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et au Protocole de 1967 s'y rapportant aux îles de Curaçao et de Saint-Martin (Grèce);

131.27 Donner à l'Institut néerlandais des droits de l'homme un accès sans entrave aux lieux de détention en vue de renforcer son rôle dans la promotion des droits de l'homme dans le pays (Sri Lanka);

131.28 Mettre en œuvre le plan d'action national de lutte contre la discrimination sous toutes ses formes (Cuba) ;

131.29 Élargir la portée du Plan d'action national pour les droits de l'homme de sorte qu'il couvre toutes les questions pertinentes relatives aux droits de l'homme, y compris la lutte contre le terrorisme, la surveillance gouvernementale, les migrations et l'éducation aux droits de l'homme (Allemagne) ;

131.30 Élargir la portée du Plan d'action national pour les droits de l'homme adopté en 2013 de sorte qu'il couvre toutes les questions pertinentes relatives aux droits de l'homme, y compris le respect des droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et assurer une évaluation et un contrôle indépendants de ce plan (Hongrie) ;

131.31 Élaborer une stratégie nationale visant à combattre expressément le racisme et la discrimination raciale (Hongrie) ;

131.32 Adopter un plan d'action national de lutte contre la discrimination et les crimes de haine, accompagné d'indicateurs de succès (Suède) ;

131.33 Se doter d'un dispositif efficace de dialogue avec les représentants des groupes minoritaires afin d'être bien informé de leurs problèmes et besoins, et élaborer des politiques et des programmes afin d'améliorer leur situation (Hongrie);

131.34 Envisager d'instituer un mécanisme national chargé de la coordination, de la mise en œuvre, de l'établissement de rapports et du suivi, ou prévoir de renforcer ce mécanisme s'il existe déjà, conformément aux bonnes pratiques recensées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans son étude/guide concernant les mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi (Portugal) ;

131.35 Prendre toutes les mesures correctives nécessaires, y compris des mesures législatives, pour faire en sorte que les droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels soient applicables et justiciables (Afrique du Sud) ;

131.36 Adopter une politique de dialogue avec tous les États fondée sur le respect des principes de la Charte des Nations Unies, en particulier le respect mutuel ainsi que l'égalité souveraine et le respect des droits des peuples de choisir leur système politique, économique et social (République arabe syrienne) ;

131.37 Sensibiliser la société au danger de toute intervention dans les affaires intérieures des États et au risque de cautionner le soutien au terrorisme, car cela constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales (République arabe syrienne) ;

131.38 Poursuivre l'action engagée aux fins de l'adoption d'une stratégie globale en faveur de l'égalité des sexes (Bosnie-Herzégovine) ;

131.39 Continuer de prendre des mesures visant à éliminer les disparités entre hommes et femmes (Namibie) ;

131.40 Mettre pleinement en œuvre la politique d'égalité des chances dans le but d'assurer l'égalité entre les sexes (Botswana) ;

131.41 Poursuivre la mise en œuvre des mesures visant à éliminer les écarts salariaux entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale (Bosnie-Herzégovine) ;

131.42 Poursuivre les efforts visant à garantir une plus grande égalité de salaire entre hommes et femmes (Libye) ;

131.43 Mettre en œuvre les mesures visant à réduire les écarts salariaux entre hommes et femmes et prendre de nouvelles dispositions à cet effet (Islande) ;

131.44 Continuer à promouvoir l'égalité entre les sexes sur le lieu de travail et à accélérer les travaux en faveur de la réduction des écarts salariaux (Sri Lanka) ;

131.45 Veiller à ce que le salaire des hommes et des femmes soit égal pour un travail égal (Liban) ;

131.46 Renforcer les mesures de lutte contre la discrimination (Bulgarie) ;

131.47 Intensifier les efforts pour éliminer toutes les formes de discrimination (Biélorus) ;

131.48 Prendre des mesures efficaces pour mettre un terme à la discrimination fondée sur l'origine raciale ou ethnique, la couleur de la peau, le statut socioéconomique, le sexe, la religion ou toute autre situation dans les domaines de l'emploi et de l'éducation (Albanie) ;

131.49 Lutter contre les cas fréquents de discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique, la nationalité ou la religion, et redoubler d'efforts pour prévenir les stéréotypes discriminatoires et les discours haineux visant les musulmans, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile (République islamique d'Iran) ;

131.50 Continuer d'améliorer les mécanismes de suivi, par des organismes publics et des entités privées, des cas de

discrimination fondée sur l'origine ou l'appartenance ethnique (Brésil) ;

131.51 Renforcer les mécanismes de lutte contre la discrimination à l'égard des minorités et des personnes issues de l'immigration (Serbie) ;

131.52 Adopter des mesures législatives et administratives efficaces afin de combattre énergiquement la discrimination raciale et la xénophobie et de garantir les droits des minorités ethniques (Chine) ;

131.53 Adopter les politiques nécessaires pour protéger les victimes de discrimination fondée sur la religion, la langue ou l'origine ethnique (Angola) ;

131.54 Renforcer encore les mesures et les politiques visant à prévenir et à éliminer les manifestations de racisme, de xénophobie et d'intolérance dans la société (Uruguay) ;

131.55 Renforcer les stratégies visant à lutter contre les manifestations de racisme, de xénophobie et d'intolérance, y compris l'incitation à la haine, en tenant compte des normes internationales en matière de droits de l'homme à cet égard (Panama) ;

131.56 Prendre des mesures plus efficaces pour prévenir et réprimer les manifestations de racisme, de xénophobie et d'intolérance et encourager un climat propice au dialogue à cet égard (Islande) ;

131.57 Prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la xénophobie et l'islamophobie et pour éliminer toutes les formes de discrimination et de violence à l'encontre de tous les migrants, des musulmans et des personnes d'origine africaine (Turquie) ;

131.58 Renforcer les mesures visant à lutter contre la discrimination dont sont victimes certaines communautés, notamment les personnes d'ascendance africaine et les migrants (Burkina Faso) ;

131.59 Adopter des politiques ciblées visant à promouvoir l'égalité effective des personnes d'ascendance africaine (Afrique du Sud) ;

131.60 Continuer de prendre des mesures pour promouvoir l'égalité effective des personnes d'ascendance africaine (Namibie) ;

131.61 Approfondir les mesures relatives aux enquêtes et aux sanctions concernant les actes de discrimination à l'égard des personnes d'ascendance africaine (Argentine) ;

131.62 Prendre des mesures pour mettre fin aux infractions dont sont victimes les personnes d'ascendance africaine, les musulmans, les juifs et les étrangers, et qui sont favorisées par les médias et les réseaux sociaux, dans lesquels la violence, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance sont ouvertement encouragés (République bolivarienne du Venezuela) ;

131.63 Mener des enquêtes approfondies sur les cas présumés de discrimination à l'égard des membres des communautés juive et musulmane, ainsi que des personnes d'ascendance africaine, et traduire les auteurs de telles infractions en justice (Zambie) ;

131.64 Renforcer les mesures prises pour lutter contre l'antisémitisme et la négation de l'Holocauste, notamment dans le domaine de l'éducation (Israël) ;

131.65 Prendre les mesures nécessaires pour prévenir la xénophobie et l'islamophobie aux Pays-Bas et pour veiller à ce que les communautés religieuses ne soient pas victimes de discrimination (Indonésie) ;

131.66 Intensifier les efforts déployés pour combattre la violence à l'égard des minorités et lutter contre l'islamophobie et la xénophobie (Iraq) ;

131.67 Prendre des mesures efficaces pour s'attaquer aux causes profondes de la discrimination raciale et sensibiliser la population aux stéréotypes (État de Palestine) ;

131.68 Prendre des mesures efficaces pour lutter contre les causes profondes de la discrimination fondée sur la race, la religion ou l'appartenance à des groupes ethniques minoritaires, et envisager de mettre en place une plateforme de dialogue avec les représentants de ces groupes afin d'être dûment informés de leurs problèmes et de leurs besoins et d'élaborer, avec leur participation, des mesures appropriées pour améliorer la situation (Kazakhstan) ;

131.69 Prendre des mesures pour mettre fin à la discrimination et à la xénophobie et pour lutter contre les causes profondes de la discrimination raciale (Bahreïn) ;

131.70 Mener des études sur les causes profondes des comportements racistes et xénophobes et surveiller toutes les tendances susceptibles de les engendrer (Azerbaïdjan) ;

131.71 Condamner toutes les formes de racisme, y compris dans les discours politiques et sur Internet, et poursuivre les personnes responsables (République arabe syrienne) ;

131.72 Condamner et sanctionner toutes les manifestations d'intolérance, y compris dans les discours politiques et sur Internet, en tenant dûment compte de la liberté d'expression, adopter des mesures énergiques pour promouvoir un esprit

de tolérance et de dialogue interculturel, et prévenir la stigmatisation d'un groupe de la population, quel qu'il soit (Guatemala) ;

131.73 Poursuivre les efforts visant à lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des étrangers et à combattre les discours haineux dans les médias en intensifiant les campagnes de sensibilisation et la diffusion d'une culture de dialogue et d'acceptation de l'autre (Tunisie) ;

131.74 Poursuivre la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation du public aux discours haineux sur Internet (Cuba) ;

131.75 Intensifier selon que de besoin les efforts visant à lutter contre l'intolérance en ligne (États-Unis d'Amérique) ;

131.76 Prendre des mesures pour lutter contre les discours haineux, notamment en ligne, au moyen de campagnes de sensibilisation du public (Inde) ;

131.77 Poursuivre la mise en œuvre des politiques visant à lutter contre la discrimination et les discours haineux (République de Moldova) ;

131.78 Poursuivre l'élaboration de politiques de lutte contre les discours haineux (Israël) ;

131.79 Intensifier les efforts entrepris pour lutter contre les discours haineux (Maroc) ;

131.80 Prendre des mesures pour lutter contre les discours racistes dans les médias et contre les menaces et autres déclarations racistes sur Internet (Serbie) ;

131.81 Enquêter sur les discours racistes et xénophobes ainsi que sur les propos d'incitation à la haine auxquels se livrent des politiciens extrémistes dans les médias et sur Internet et poursuivre les auteurs de ces actes (Sierra Leone) ;

131.82 Lutter contre les appels à la haine religieuse, qui constituent une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, dans les discours politiques et dans les médias (Malaisie) ;

131.83 Prendre des mesures plus strictes pour condamner toutes les manifestations d'intolérance, y compris dans les discours politiques et sur Internet, et pour faire en sorte que les auteurs de ces actes en soient tenus responsables, et sanctionner les personnes impliquées (Égypte) ;

131.84 Redoubler d'efforts pour lutter contre toutes les formes de discrimination et de racisme, y compris les discours haineux et la xénophobie (Liban) ;

131.85 Continuer à combattre les crimes motivés par la haine à l'égard de groupes vulnérables et en poursuivre les auteurs (Pakistan) ;

131.86 Envisager de faire en sorte que les motivations racistes soient considérées comme des circonstances aggravantes spécifiques aux fins de la détermination des peines (Norvège) ;

131.87 Élaborer des campagnes pour sensibiliser l'opinion publique aux stéréotypes et à la discrimination et dispenser une formation obligatoire sur les droits de l'homme aux agents de police (Azerbaïdjan) ;

131.88 Renforcer les mesures visant à lutter contre le profilage ethnique et à le distinguer davantage des discours haineux dont certaines minorités sont la cible, et protéger l'exercice de la liberté d'expression (Indonésie) ;

131.89 Adopter des mesures efficaces pour éliminer le profilage racial et religieux, et rendre compte de ces mesures dans le prochain rapport national (Fédération de Russie) ;

131.90 Poursuivre les efforts visant à lutter contre la discrimination et le profilage ethnique (Maroc) ;

131.91 Renforcer les politiques visant à lutter contre la discrimination raciale, le profilage racial et les discours haineux, en particulier à l'égard des femmes musulmanes, des femmes appartenant à un groupe minoritaire et des femmes demandeuses d'asile (Maldives) ;

131.92 Élaborer et mettre en œuvre des mesures spéciales et des politiques volontaristes pour éliminer le profilage racial et la discrimination envers les personnes d'ascendance africaine (Azerbaïdjan) ;

131.93 Continuer de prendre des mesures pour lutter contre le profilage racial par les forces de l'ordre (Namibie) ;

131.94 Adopter et faire appliquer une législation interdisant aux agents des forces de l'ordre de pratiquer le profilage ethnique (Belgique) ;

131.95 Continuer à appliquer les mesures énoncées dans le Plan d'action de 2014 contre la discrimination sur le marché du travail (Australie) ;

131.96 Redoubler d'efforts pour prévenir la discrimination sur le marché du travail à l'encontre des travailleurs d'origine immigrée, des femmes et des personnes handicapées en recensant et en analysant les causes profondes de cette discrimination et en les atténuant au moyen d'activités de plaidoyer et de programmes de formation (Canada) ;

131.97 Remédier aux problèmes de discrimination sur le marché du travail liés au refus d'embaucher des personnes en

raison de leur origine ou de leur race (Honduras) ;

131.98 Poursuivre l'action engagée en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination, notamment à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués ainsi qu'à l'égard des femmes sur le marché du travail (France) ;

131.99 Mettre en œuvre des mesures visant à protéger les personnes intersexuées contre la discrimination (Australie) ;

131.100 Garantir l'accès à la reconnaissance juridique du genre des personnes intersexuées et transgenres de tous âges, sans obstacles juridiques, administratifs ou financiers (Israël) ;

131.101 Renforcer les mesures de protection des personnes vulnérables (Côte d'Ivoire) ;

131.102 Établir des normes claires en matière de respect des droits de l'homme à l'intention des agents chargés du contrôle de l'immigration aux points d'entrée dans le pays, afin d'assurer à toutes les personnes qui entrent sur le territoire un traitement égal, respectueux et non discriminatoire ainsi que la protection de leurs droits fondamentaux (Équateur) ;

131.103 Prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les services de lutte contre la discrimination soient accessibles dans toutes les municipalités et informer largement le public de leur disponibilité (République de Moldova) ;

131.104 Réviser la loi Bosman pour faire en sorte que tous les citoyens, quel que soit leur lieu de naissance, ne se voient pas interdire de vivre et de travailler aux Pays-Bas (Sierra Leone) ;

131.105 Prendre des mesures pour éliminer les différences en matière de droits de l'homme entre la partie européenne des Pays-Bas et les Caraïbes néerlandaises (Australie) ;

131.106 Partager les données d'expérience concernant les entreprises et les droits de l'homme, s'agissant en particulier des moyens de recours et de réparation, en participant de manière constructive et approfondie aux travaux du Groupe de travail intergouvernemental créé par la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme (Équateur) ;

131.107 Lutter contre les violations des droits de l'homme commises par des entreprises néerlandaises à l'étranger (Égypte) ;

131.108 Donner suite aux préoccupations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale concernant les activités de sociétés néerlandaises dans l'industrie extractive et la production de soja et d'huile de palme à l'étranger, qui ont des effets néfastes sur l'exercice des droits de l'homme et l'environnement (Honduras) ;

131.109 Envisager la mise en place d'un cadre réglementaire clair propre à garantir que les activités menées par les entreprises relevant de la juridiction des Pays-Bas n'aient pas de répercussions négatives sur les droits de l'homme à l'étranger (Pérou) ;

131.110 Assurer le respect du principe de responsabilité pour les violations des droits de l'homme et les atteintes à l'environnement résultant des opérations menées à l'échelle mondiale ou dans des pays étrangers par des entreprises enregistrées aux Pays-Bas ou y ayant leur siège (Philippines) ;

131.111 Veiller à ce que les sociétés transnationales ayant leur siège aux Pays-Bas ne commettent pas de violations des droits de l'homme dans le cadre de leurs opérations à l'étranger (Afrique du Sud) ;

131.112 Renforcer la surveillance des sociétés néerlandaises présentes à l'étranger en prêtant attention à tout effet négatif que leurs activités pourraient avoir sur l'exercice des droits de l'homme, en particulier dans les zones de conflits et notamment en cas d'occupation par un pays étranger, où les risques de violations des droits de l'homme sont plus élevés (État de Palestine) ;

131.113 Examiner toutes les lois, politiques ou programmes antiterroristes adoptés ou proposés afin d'y introduire des garanties suffisantes contre les violations des droits de l'homme et de réduire au minimum tout effet stigmatisant que de telles mesures pourraient avoir sur certains groupes de la population (Canada) ;

131.114 Examiner les mesures antiterroristes qui visent des personnes et des groupes en fonction de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leur religion, notamment les musulmans et les communautés musulmanes, et veiller à ce que ces mesures n'associent pas ou ne contribuent pas à associer le terrorisme à une religion, une race, une culture, une ethnie ou une nationalité donnée (Malaisie) ;

131.115 Adopter des mesures visant à éliminer la violence familiale, le viol et le harcèlement sexuel ainsi qu'à assurer la sécurité des victimes, une réponse rapide aux plaintes déposées et l'accès à une aide juridictionnelle gratuite (République bolivarienne du Venezuela) ;

131.116 Veiller à ce que les procureurs et les membres des forces de sécurité soient formés de manière à pouvoir identifier les actes de violence sexiste, enquêter sur leurs auteurs et les poursuivre (Israël) ;

131.117 Veiller à ce que le droit interne s'applique à toutes les formes de violence, interdise expressément les châtiments corporels dans tous les contextes et comporte des mesures destinées à sensibiliser aux modes d'éducation positifs, non violents et participatifs dans l'ensemble du Royaume, notamment à Aruba et dans les Caraïbes néerlandaises (Liechtenstein) ;

131.118 Assurer la protection et la réadaptation des victimes d'exploitation sexuelle (Uruguay) ;

131.119 S'employer à assurer l'égalité d'accès à la justice dans l'ensemble du Royaume, notamment en ouvrant des bureaux chargés de fournir des conseils et services d'orientation juridiques facilement accessibles à Saba, Bonaire et Saint-Eustache (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

131.120 Envisager d'inclure dans le prochain rapport au titre de l'Examen périodique universel des informations sur les mesures prises pour analyser les facteurs de risque potentiels qui pourraient donner lieu à des atrocités, notamment en utilisant le *Cadre d'analyse des atrocités criminelles : Outil de prévention*, ainsi que sur l'assistance apportée à d'autres États pour prévenir les atrocités criminelles (Rwanda) ;

131.121 Prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les activités de collecte et de traitement de données menées pour lutter contre la criminalité n'entraînent pas une surveillance massive de personnes innocentes (Espagne) ;

131.122 Mettre pleinement en œuvre les engagements internationaux découlant des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme auxquels les Pays-Bas sont partie, notamment ceux qui portent sur l'interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants et sur la liberté de circulation, d'expression, de réunion et d'association, y compris en ce qui concerne les droits des étrangers, et en particulier des hauts responsables gouvernementaux présents sur leur territoire (Turquie) ;

131.123 Développer progressivement les capacités existantes destinées à lutter efficacement contre l'esclavage moderne dans le cadre des obligations conventionnelles du pays, et accroître la résilience dans l'ensemble des territoires du Royaume des Pays-Bas (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

131.124 Intensifier les efforts de lutte contre la traite des êtres humains (Maroc) ;

131.125 Prévenir la traite des êtres humains, conduire rapidement des enquêtes impartiales et approfondies sur les actes de traite et en poursuivre et en punir les auteurs, et assurer une protection adéquate et des moyens de recours aux victimes (République islamique d'Iran) ;

131.126 Continuer d'améliorer le cadre législatif visant à lutter contre le trafic de femmes migrantes et leur exploitation aux fins de prostitution et d'autres activités inhumaines et indignes (Iraq) ;

131.127 Redoubler d'efforts pour identifier les victimes de la traite des êtres humains parmi les demandeurs d'asile, en particulier parmi les enfants non accompagnés (Panama) ;

131.128 Adopter et appliquer une législation portant expressément sur la collecte, l'utilisation et le stockage de métadonnées et de profils individuels, y compris en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, en vue de garantir le droit à la vie privée, la transparence et l'obligation de rendre compte, ainsi que le droit de décider de l'utilisation, de la correction ou de la suppression des données personnelles (Mexique) ;

131.129 Assurer la protection de la vie privée et prévenir les cas d'accès injustifié par des organismes spécialisés aux données personnelles des citoyens sur Internet lorsque cela n'a pas de lien avec un acte illégal (Fédération de Russie) ;

131.130 Promouvoir l'égalité des sexes à travers la réduction de l'écart de rémunération, en particulier pour les femmes appartenant à des minorités religieuses ou ethniques (Bahreïn) ;

131.131 Étudier la possibilité de mettre en place un programme de revenu universel de base dans toutes les régions en vue de remplacer progressivement le système de protection sociale existant, en étroite consultation avec les principales parties prenantes (Haïti) ;

131.132 Assurer un accès permanent aux soins de santé, notamment pour les personnes vulnérables (France) ;

131.133 Renforcer les politiques en faveur de l'accès aux services de santé, en particulier pour les enfants issus d'un milieu économiquement ou socialement défavorisé et les enfants sans papiers (Maldives) ;

131.134 Poursuivre les efforts visant à prévenir l'échec scolaire, dans le cycle secondaire, des enfants issus de milieux socioéconomiques défavorisés et à étudier ce phénomène (Algérie) ;

131.135 Dans le cadre des efforts visant à lutter contre la radicalisation, poursuivre la mise en œuvre des lois et des politiques visant à combattre efficacement les brimades à l'école (Roumanie) ;

131.136 Veiller à ce qu'une éducation sexuelle complète fasse partie intégrante du programme scolaire au niveau national, et à ce qu'elle porte notamment sur des sujets tels que la diversité sexuelle, les droits en matière de sexualité et l'égalité entre les sexes (Belgique) ;

131.137 Continuer à promouvoir l'éducation aux droits de l'homme en mettant l'accent en particulier sur le dialogue interconfessionnel et interculturel (Pakistan) ;

131.138 Intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans le programme scolaire au niveau national, affecter des ressources suffisantes à l'éducation ainsi qu'à la formation des enseignants dans ce domaine, et veiller à ce que ceux-ci reçoivent une formation sur des sujets tels que la diversité sexuelle, les droits en matière de sexualité, la résilience, l'égalité des sexes et le consentement (Slovénie) ;

- 131.139 Intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans le programme d'études (Soudan) ;
- 131.140 Prendre des mesures supplémentaires pour éliminer la discrimination envers les femmes (Géorgie) ;
- 131.141 Continuer à prendre des mesures visant à promouvoir l'autonomisation des femmes sans aucune discrimination (Myanmar) ;
- 131.142 Prévenir et combattre toutes les formes de discrimination et éliminer la violence contre les femmes, notamment la violence familiale (Philippines) ;
- 131.143 Adopter des lois et assurer le suivi de leur mise en œuvre dans le but d'éliminer la discrimination salariale à l'égard des femmes et, en particulier, la discrimination fondée sur la maternité et la grossesse (République arabe syrienne) ;
- 131.144 Promouvoir l'autonomisation des femmes et combattre efficacement la discrimination dans l'emploi en mettant en place un congé de paternité rémunéré d'une durée suffisante qui soit non transférable et succède immédiatement au congé de maternité (Slovénie) ;
- 131.145 Promouvoir l'égalité des sexes en réduisant l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et en augmentant les possibilités d'emploi pour les femmes au moyen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Maldives) ;
- 131.146 Redoubler d'efforts en vue de l'élimination effective de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans l'emploi, notamment en évitant la ségrégation professionnelle horizontale et verticale et les inégalités de rémunération (Chili) ;
- 131.147 Accroître les efforts visant à lutter contre la discrimination croisée à l'égard des femmes et des filles fondée sur le sexe et sur leur appartenance à des groupes ethniques minoritaires (Paraguay) ;
- 131.148 Renforcer les mesures visant à réduire le nombre élevé de femmes victimes de violence familiale (Paraguay) ;
- 131.149 Revoir la législation, les politiques et les programmes actuels relatifs aux congés de maternité et aux congés parentaux en vue de garantir une période suffisante de prise en charge du nourrisson et de l'enfant en bas âge tout en atténuant les effets négatifs sur les perspectives de carrière (Canada) ;
- 131.150 Appuyer les efforts que déploient les femmes en faveur de la prévention des conflits et apporter une assistance technique sur les processus de résolution des conflits aux pays sortant d'un conflit afin de promouvoir la participation effective des femmes (Liechtenstein) ;
- 131.151 Redoubler d'efforts pour s'attaquer aux facteurs contribuant au fait que les femmes sont touchées de façon disproportionnée par la pauvreté, en particulier les mères célibataires et les femmes âgées, notamment en assurant des garanties et une protection sociales adéquates, en offrant des possibilités de revenus supplémentaires et en améliorant les structures d'accueil des enfants (Malaisie) ;
- 131.152 Intensifier les efforts pour mettre pleinement en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant (Bangladesh) ;
- 131.153 Continuer de prendre des mesures visant à protéger les droits de l'enfant, notamment en ratifiant le troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (Géorgie) ;
- 131.154 Intensifier les efforts en faveur des droits de l'enfant, y compris, en particulier, dans les territoires des Caraïbes faisant partie de l'État, notamment en vue d'interdire les châtiments corporels dans tous les contextes, d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de sensibilisation du public, de réduire les taux d'abandon scolaire, d'éliminer le travail des enfants, de relever à 18 ans l'âge minimum de recrutement dans l'armée et de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, sans émettre de réserves à cet instrument (Irlande) ;
- 131.155 Poursuivre les efforts pour fournir aux enfants à risque un accès aisé aux soins psychologiques dont ils ont besoin (Timor-Leste) ;
- 131.156 Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des plans d'action en faveur des droits de l'enfant et affecter des ressources suffisantes à cet effet (Timor-Leste) ;
- 131.157 Poursuivre les efforts visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle et à protéger les enfants réfugiés non accompagnés, notamment contre les disparitions forcées (Tunisie) ;
- 131.158 Poursuivre les efforts énergiques entrepris pour renforcer la protection des droits de l'enfant, en particulier en ce qui concerne la traite des enfants et le tourisme pédophile (Indonésie) ;
- 131.159 Enquêter sur les disparitions d'enfants non accompagnés dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et rechercher et identifier ceux qui pourraient avoir été victimes de disparition forcée (Zambie) ;
- 131.160 Fournir des soins de santé adéquats aux enfants issus d'un milieu économique défavorisé et aux enfants sans papiers (Bahreïn) ;

- 131.161 Mettre fin aux initiatives des « boîtes à bébé », qui permettent l'abandon anonyme d'enfants sans que l'on puisse connaître leur identité (Liban) ;
- 131.162 Lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des enfants réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants en situation irrégulière (Paraguay) ;
- 131.163 Envisager de modifier la législation des Pays-Bas de façon à permettre la séparation des mineurs et des adultes dans les centres pénitentiaires (Zambie) ;
- 131.164 Envisager de modifier la loi relative à la justice pour mineurs de manière à ce qu'elle couvre tous les enfants âgés de moins de 18 ans (Botswana) ;
- 131.165 Modifier les lois relatives à l'âge minimum de la responsabilité pénale, qui permettent de traiter certains enfants comme des délinquants adultes (Égypte) ;
- 131.166 Relever à 18 ans l'âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées (Paraguay) ;
- 131.167 Mettre en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées, notamment en modifiant les plans d'aide à l'emploi afin de permettre à toutes les personnes handicapées d'accéder à l'emploi dans les mêmes conditions que les personnes non handicapées (Kenya) ;
- 131.168 Modifier les plans pour l'emploi existants afin de garantir aux personnes handicapées l'accès à un plus large éventail d'activités professionnelles que ce que prévoit la législation actuelle, de manière à se conformer pleinement à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;
- 131.169 Continuer à élaborer des politiques appropriées en vue de garantir l'égalité des possibilités d'emploi pour les personnes handicapées (Myanmar) ;
- 131.170 Adopter des mesures concrètes pour assurer l'accès à l'emploi des personnes handicapées et promouvoir le principe de l'éducation inclusive dans l'ensemble du système éducatif national (Espagne) ;
- 131.171 Étudier d'autres moyens de traiter les personnes souffrant de handicaps mentaux et psychosociaux et enquêter de manière impartiale sur le recours excessif à des mesures restrictives dans les établissements de soins de santé mentale (Pologne) ;
- 131.172 Prendre de nouvelles mesures pour garantir le plein exercice des droits fondamentaux des minorités ethniques, des migrants, des musulmans et des personnes d'origine africaine (République de Corée) ;
- 131.173 Adopter des politiques appropriées pour étendre la protection à toutes les minorités ethniques et religieuses et veiller à ce qu'elles bénéficient de la protection juridique nécessaire, face à une discrimination généralisée (Égypte) ;
- 131.174 Mettre en place une plateforme efficace pour instaurer un dialogue avec les représentants des minorités, obtenir des informations complètes sur leurs problèmes et leurs besoins, élaborer et mettre en œuvre, en concertation avec eux, des politiques et des programmes visant à améliorer leur situation ainsi qu'à prévenir et éliminer la discrimination raciale à leur égard (Ouzbékistan) ;
- 131.175 Prendre des mesures supplémentaires pour créer de meilleures possibilités d'emploi pour les membres des groupes minoritaires (Timor-Leste) ;
- 131.176 Allouer des ressources supplémentaires à la protection des minorités religieuses (États-Unis d'Amérique) ;
- 131.177 Réintroduire les cours en langue maternelle turque dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire (Turquie) ;
- 131.178 Élaborer une nouvelle stratégie générale visant à améliorer la situation des Roms, des Sintis et des gens du voyage, qui sont défavorisés et victimes de discrimination (Pérou) ;
- 131.179 Élaborer à l'intention des agents de police des programmes de formation conformes aux principes des droits de l'homme sur la manière de traiter les minorités et les groupes vulnérables (Bahreïn) ;
- 131.180 Prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la situation persistante de discrimination à l'égard des migrants, notamment en matière d'emploi, de soins de santé et de logement, contre l'augmentation signalée des hostilités à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile, et contre l'opposition à l'ouverture de nouveaux centres d'accueil, conformément aux obligations internationales du pays (Ouganda) ;
- 131.181 Appliquer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour mettre fin à la marginalisation et à la situation de pauvreté des migrants, qui font face à des niveaux élevés de chômage comparativement aux Néerlandais de souche (Kenya) ;
- 131.182 Donner aux migrants qui ont été victimes de discrimination sur le marché du travail en raison de leur origine, de leur religion, de leur nationalité ou de leur appartenance ethnique la possibilité de former un recours judiciaire avec l'appui de l'Institution nationale des droits de l'homme, et renforcer les mesures structurelles visant à combattre les stéréotypes lors des procédures de sélection et de recrutement (Mexique) ;

- 131.183 Garantir les droits des réfugiés et des migrants et faire des progrès substantiels dans la prévention de la violence xénophobe et la lutte contre ce phénomène (Chine) ;
- 131.184 Renforcer et normaliser les mesures visant à assurer une meilleure protection des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire (Côte d'Ivoire) ;
- 131.185 Envisager de recourir à des mesures de substitution à la détention pour les migrants et les réfugiés en veillant à ce que les personnes vulnérables et les enfants ne restent jamais en détention (Chili) ;
- 131.186 Donner la priorité au recours à des mesures de substitution à la détention des migrants et éviter la mise en détention des personnes vulnérables (Guatemala) ;
- 131.187 Réduire le nombre de détentions de migrants et promouvoir des alternatives à ce type de détention (Kenya) ;
- 131.188 Progresser dans l'application de mesures de substitution à la détention des migrants (Uruguay) ;
- 131.189 Renforcer les mesures prises pour faire en sorte que les enfants non accompagnés et les familles de demandeurs d'asile ne soient pas privés de leur liberté (Argentine) ;
- 131.190 Envisager de réviser les politiques sur la détention des migrants susceptibles d'entraîner leur incrimination sur la base de leur statut migratoire, et de promouvoir la création d'itinéraires réguliers en vue de l'admission et de la régularisation des migrants sans papiers (Brésil) ;
- 131.191 Garantir un niveau élevé de transparence et de contrôle par la société civile des conditions de détention et de traitement des migrants et des demandeurs d'asile (Fédération de Russie) ;
- 131.192 Mettre fin à la mise en détention de migrants en cellule isolée ou en régime d'isolement (République arabe syrienne) ;
- 131.193 Adopter des mesures supplémentaires pour combattre la pratique consistant à détenir des individus uniquement à des fins liées à l'immigration et envisager d'utiliser des mesures de substitution lorsque cela est possible (Suède) ;
- 131.194 Prendre des mesures pour remédier aux cas de détention dont la longueur dépasse les limites fixées par la « directive retour » de l'Union européenne (Portugal) ;
- 131.195 Donner suite sans tarder aux demandes de regroupement familial des réfugiés pour veiller à ce que les mineurs non accompagnés puissent retrouver leur famille (Mexique) ;
- 131.196 Donner aux migrants, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés un accès approprié aux soins de santé et à d'autres dispositifs de protection tels que les services en matière d'éducation et d'emploi (Portugal) ;
- 131.197 Accélérer les efforts visant à adopter une procédure de détermination du statut d'apatride et donner aux personnes reconnues comme apatrides un statut juridique et l'accès aux droits fondamentaux, en étroite consultation avec les principales parties concernées (Haïti) ;
- 131.198 Veiller à ce qu'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris couvre l'ensemble du territoire des Pays-Bas, soit en élargissant le mandat de l'institution existante, soit en créant des institutions similaires mais distinctes dans les territoires des Caraïbes (Irlande) ;
- 131.199 S'efforcer d'harmoniser les normes relatives aux droits de l'homme dans les quatre territoires du Royaume conformément aux normes internationales (Pérou) ;
- 131.200 Continuer à protéger et promouvoir les droits de l'homme dans les Caraïbes néerlandaises en réduisant la pauvreté, en garantissant un niveau minimum de sécurité sociale et en établissant des services juridiques chargés de fournir des conseils et services d'orientation juridiques pour améliorer l'accès à la justice (Kenya) ;
- 131.201 Fournir une assistance technique aux autorités d'Aruba, de Curaçao et de Saint-Martin afin de leur permettre de dispenser des formations au personnel pénitentiaire et d'améliorer les infrastructures pénitentiaires conformément aux normes internationales des droits de l'homme (République de Corée) ;
- 131.202 Poursuivre le processus visant à éliminer au plus vite les différences entre les parties caribéenne et européenne des Pays-Bas (Roumanie) ;
- 131.203 Remédier aux lacunes importantes dans la réalisation des droits de l'homme dans les parties caribéenne et européenne des Pays-Bas (Fédération de Russie).
132. Toutes les conclusions et recommandations figurant dans le présent rapport reflètent la position de l'État ou des États les ayant formulées, ou de l'État examiné. Elles ne sauraient être considérées comme ayant été approuvées par le Groupe de travail dans son ensemble.